

Waste Wise Cities & Plateforme Africaine des Villes Propres

BULLETIN D'INFORMATION

#19

Février 2024



Responsabilité élargie des producteurs (REP)

Défis et opportunités liés à la mise en œuvre des systèmes de responsabilité élargie des producteurs	1
Études de cas	2
Connaître nos affiliés	5
L'Outil Waste Wise Cities (WaCT)	6
Actualités de Waste Wise Cities et de la Plateforme Africaine des Villes Propres	8
Appel à l'action	16



Défis et opportunités liés à la mise en œuvre des systèmes de responsabilité élargie des producteurs

La responsabilité élargie du producteur (REP) est une approche politique qui confie la responsabilité de la gestion de la fin de vie d'un produit au producteur plutôt qu'au consommateur ou aux autorités locales, conformément au "principe du pollueur-payeur". Le concept a été élaboré par Thomas Lindhqvist dans un rapport adressé au ministère suédois de l'environnement en 1990¹, en réponse aux défis environnementaux croissants posés par l'augmentation des flux de déchets et la nécessité d'une économie plus durable et circulaire.

Comme le montre la figure 1², la REP est essentiellement une stratégie qui encourage les fabricants, les propriétaires de marques et les importateurs à assumer la responsabilité de l'ensemble du cycle de vie de leurs produits, y compris l'élimination et le recyclage. Traditionnellement, la charge de la fin de vie incombait aux consommateurs et aux municipalités, ce qui entraînait des pratiques de gestion des déchets inefficaces et une dégradation de l'environnement. La REP déplace cette charge en amont, vers ceux qui contrôlent la conception, la

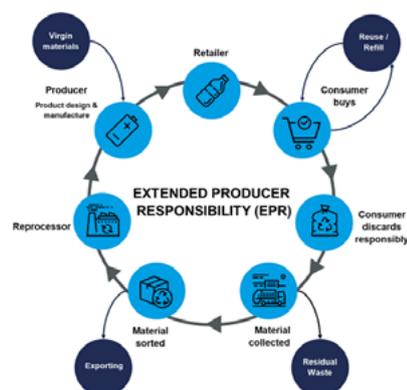


Figure 1 Cycle de vie des produits avec intégration de la responsabilité élargie des producteurs (REP)²

► Défis

1. Cadre politique :

L'un des principaux défis de la mise en œuvre de la REP est l'établissement de cadres politiques solides. Les gouvernements doivent élaborer des réglementations claires qui définissent les rôles et les responsabilités des producteurs, fixent des objectifs de recyclage et établissent des mécanismes financiers pour soutenir le système.

2. Coopération industrielle :

La REP exige une collaboration étroite entre les industries, les producteurs et les organismes de gestion des déchets. Convaincre toutes les parties prenantes de participer activement et d'investir dans des pratiques durables peut s'avérer difficile, en particulier dans les secteurs où les marges bénéficiaires sont minces.

3. La normalisation :

La cohérence des réglementations relatives à la REP entre les différentes régions et les différents secteurs d'activité est cruciale pour leur efficacité. L'absence de normalisation peut être source de confusion, de problèmes de conformité et d'une approche fragmentée de la gestion de la fin de vie des produits.

► Opportunités

1. Efficacité des ressources :

La REP encourage les producteurs à concevoir des produits en mettant l'accent sur la recyclabilité, la réutilisation et la réduction de l'impact sur l'environnement. Cela permet non seulement de réduire l'empreinte écologique globale, mais aussi de promouvoir l'efficacité des ressources.

2. L'innovation :

La mise en œuvre de la REP peut favoriser l'innovation dans la conception des produits et les processus de fabrication. Les producteurs sont incités à explorer les matériaux durables, les méthodes de production économes en énergie et les modèles d'économie circulaire.

3. Création d'emplois :

La mise en place et l'exploitation de systèmes de recyclage et de récupération dans le cadre de la REP créent des emplois dans la gestion des déchets, les installations de recyclage et les industries connexes. Cela permet non seulement de soutenir la croissance économique, mais aussi de contribuer à une main-d'œuvre plus durable.

La REP représente une étape importante vers la création d'une économie plus durable et plus circulaire. En transférant la charge de la gestion des déchets à ceux qui ont le plus de contrôle sur le cycle de vie d'un produit, la REP incite les producteurs à adopter des pratiques respectueuses de l'environnement, ce qui stimule l'innovation et minimise l'impact sur l'environnement. Toutefois, une mise

1 Lindhqvist, Thomas, & Lidgren, Karl. (1990). Modeller för förlängt producentansvar [Models for Extended Producer Responsibility]. In Ministry of the Environment, Från vaggan till graven - sex studier av varors miljöpåverkan [From the Cradle to the Grave - six studies of the environmental impact of products] (7-44). Stockholm: Ministry of the Environment. (Ds 1991:9).

2 Food and Drink Federation (no date) Extended Producer Responsibility, <https://www.fdf.org.uk/dfd/what-we-do/environmental-sustainability/plastics-packaging/extended-producer-responsibility/>



en œuvre réussie nécessite des cadres politiques solides, une coopération industrielle et une normalisation entre les régions et les industries. Les défis sont considérables, mais les possibilités d'utilisation efficace des ressources,

d'innovation et de création d'emplois font de la REP une stratégie cruciale pour façonner un avenir plus durable. Si les gouvernements, les industries et les consommateurs travaillent ensemble, les avantages potentiels

de la REP pourront être concrétisés, ce qui conduira à une approche plus responsable et plus respectueuse de l'environnement du cycle de vie des produits.

Études de cas

Mise en œuvre de la REP dans le secteur de l'emballage par le biais de la technologie : une étude de cas de l'application WasteBazaar au Nigeria.

Cet article a été rédigé par Agharese Onaghise, Alliance pour le recyclage des aliments et des boissons (FBRA), Nigeria.

L'organisation de responsabilité des producteurs (PRO) :

L'Alliance pour le recyclage des aliments et des boissons (FBRA) a été créée en 2018 en tant qu'organisation de responsabilité du producteur pour le secteur de l'emballage au Nigeria, axée sur la collecte et la valorisation des matériaux d'emballage post-consommation dans le secteur des aliments, des boissons et du tabac. Au cours des cinq dernières années, le nombre de membres est passé de quatre (4) membres fondateurs à trente-trois (33) membres avec différents flux de déchets d'emballage dans les secteurs de l'alimentation, des boissons et du tabac au Nigeria. La FBRA a pour ambition d'être le premier programme de responsabilité élargie des producteurs (REP) et le premier modèle de conformité de l'industrie au Nigeria. Sa mission est d'être un catalyseur pour permettre le recyclage des déchets de post-consommation en matériaux de valeur et de construire une économie du recyclage autonome au Nigeria qui favorisera l'emploi, la création de richesses et l'innovation. L'Alliance y parvient en facilitant la collecte et la récupération des déchets d'emballage post-consommation grâce à une collaboration avec les acteurs de la chaîne de valeur des déchets.

Concept du projet :

Le secteur de la gestion des déchets est informel par nature et l'un des principaux défis auxquels le Nigeria est confronté est la collecte des déchets à la source, la coordination nécessaire pour les acheminer vers une installation en vue d'un traitement ultérieur et l'absence de données harmonisées. La période covid-19 a encore renforcé le besoin de fournir des services de recyclage plus proches des communautés pour faciliter le recyclage avec une motivation par le biais d'incitations qui seront un moteur pour l'augmentation des activités de recyclage. En janvier 2021, le projet WasteBazaar a été lancé en tant que projet pilote sur la base de ce besoin d'une plateforme capable d'assurer la traçabilité des matériaux, le suivi des déchets depuis leur production jusqu'à leur recyclage et de rassembler des données basées sur les activités

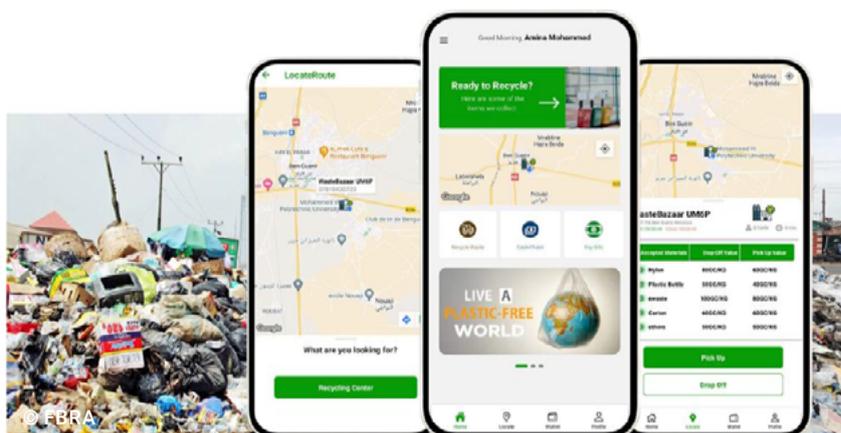
de l'écosystème. Le mécanisme de financement consistait à subventionner le soutien à la collecte en utilisant un pourcentage du coût de la collecte, provenant des frais de responsabilité élargie du producteur (REP) versés par les organisations membres affiliées à la FBRA.

L'application WasteBazaar :

WasteBazaar est une application de cleantech (technologie propre) destinée à améliorer le suivi et la surveillance de la collecte et de la valorisation des déchets plastiques sur la base de données en temps réel accessibles sur téléphone portable.

Réalizations :

Depuis le lancement du projet, La FBRA a soutenu la collecte de plus de 14 200 tonnes métriques de matériaux plastiques, avec une augmentation





considérable en 2023, récupérant plus de 9 000 tonnes métriques. Cette augmentation résulte de l'expansion du projet pour soutenir les volumes de collecte dans sept (7) états du Nigeria, y compris Abuja, Lagos, Yobe, Adamawa, Kano, Port Harcourt, et Kano, avec un accent particulier sur les plastiques, en particulier les matériaux PET.



Parmi les succès obtenus dans le cadre de ce projet, on peut citer : le nettoyage de matériaux qui auraient causé une pollution plastique mais qui sont récupérés pour être utilisés comme matière première, l'autonomisation des ramasseurs de déchets, en particulier les femmes et les jeunes, pour contribuer à la chaîne de valeur des déchets, le maintien d'une culture d'enregistrement appropriée, la fourniture d'infrastructures de recyclage plus proches des communautés et la fourniture d'un service de recyclage accessible grâce à des données en temps réel pour les activités dans l'écosystème. Le soutien financier fourni par l'Alliance au cours des deux (2) dernières années a aidé les

entreprises à développer leurs activités, à servir de source de trésorerie pour l'achat de matériel, à former leur personnel, à agrandir leurs installations, à acheter des machines supplémentaires, à augmenter les salaires de leurs travailleurs, en particulier des femmes trieuses, et à servir de plateforme pour un soutien supplémentaire provenant d'autres soutiens financiers tels que des fonds de donateurs.

Potentiel du projet :

Ce projet a le potentiel de s'étendre et de couvrir les trente-six États du pays. Toutefois, cela nécessiterait un financement adéquat, des ressources accrues pour assurer la diligence raisonnable et la robustesse de

l'application afin d'accommoder plus de lieux et plus de flux de déchets à travers la chaîne de valeur des déchets. L'application a prouvé qu'elle fournissait des données fiables au fil du temps grâce au contrôle de la conformité et à la diligence raisonnable périodique, avec la capacité de s'adapter aux exigences du client. En raison de la nature de l'application, ce projet peut être étendu à d'autres pays africains et, par conséquent, peut être appliqué à l'échelle régionale pour suivre la collecte et la récupération des plastiques pour les activités de recyclage. Ce projet a démontré que la responsabilité élargie des producteurs peut être mise en œuvre dans la chaîne de valeur des déchets au Nigeria.

Élaboration d'une législation pour la REP : une étude de cas au Kenya

Cet article a été rédigé par Kentaro Hotta (JICA), Ryota Okiguchi (JICA) et Priyen Tanna (DRIFT), Kenya.

1) Développement de la législation

À l'échelle mondiale, les pays ont commencé à adopter un modèle éprouvé de REP pour gérer les déchets dans nos écosystèmes. Plus de 30 ans d'expérience avec ces modèles montrent clairement une corrélation entre la mise en œuvre de ces structures et des taux de recyclage élevés. Les REP ont déjà été adoptées dans certains pays d'Afrique, et d'autres pays, dont le Kenya, sont en train d'élaborer une législation pour adopter les REP.

Le gouvernement kenyan a promulgué la loi sur la gestion durable des déchets en juillet 2022. Cette loi vise à passer d'un modèle linéaire à un modèle circulaire de gestion des déchets. Pour

atteindre cet objectif, des projets de règlements sur la REP ont été préparés et des procédures sont en cours au sein du gouvernement kényan en vue de leur promulgation. La REP kenyane couvre plusieurs flux de déchets tels que les plastiques, les emballages, les déchets électroniques, etc. Le tableau ci-dessous compare la situation du Kenya avec des exemples de REP déjà en place dans d'autres pays africains.

2) Programme de sensibilisation

La JICA prévoit de lancer le projet de coopération technique intitulé "Projet de promotion d'un modèle circulaire de gestion des déchets solides respectueux de l'environnement dans les zones urbaines" en mars 2024. L'objectif principal du projet est de

développer la capacité à mettre en œuvre la récupération des matériaux et la gestion des déchets comme défini dans la loi sur la gestion durable et la réglementation sur la REP. Les principaux partenaires sont le ministère de l'Environnement, du Changement climatique et des Forêts (MoECCF), l'Autorité nationale de gestion de l'environnement (NEMA) et les gouvernements des comtés (Nairobi, Kiambu et Mombasa). Le projet soutiendra l'élaboration de normes pour les centres de tri, la mise en œuvre d'activités pilotes pour collecter les matériaux de valeur en collaboration avec les recycleurs privés et le secteur informel, et la transformation des décharges à ciel ouvert en décharges sanitaires.



Dans le cadre du pré-lancement du projet, la JICA a organisé un atelier de sensibilisation au concept de REP le 27 novembre 2023 à Nairobi.

Cet atelier a été l'occasion de discuter des idées sur la manière de rendre le concept de REP opérationnel au Kenya et de partager les expériences des projets en cours mis en œuvre par diverses parties prenantes. Nous avons eu le plaisir d'accueillir plus de 70 participants du gouvernement, des ONG, du secteur privé et des partenaires de développement pour des discussions actives. Nous avons également organisé

un jeu de simulation de REP qui a permis aux participants d'apprendre le système de REP par le biais de jeux de rôle. Pour actualiser le concept de REP au Kenya, il est essentiel d'harmoniser les différents acteurs, et la JICA continuera à mettre l'accent sur le dialogue avec les parties prenantes concernées en vue d'une société circulaire.

Pays	Statut	Flux de déchets cible	Commentaire
Kenya	En cours	Emballage, déchets électroniques, véhicules en fin de vie, etc.	Le Kenya a fait des progrès en matière de REP, en particulier dans le secteur du plastique. Le pays a pris des mesures importantes pour réduire les déchets plastiques, notamment en interdisant les plastiques à usage unique dans les zones naturelles protégées et en élaborant une législation sur la REP.
Madagascar	Adopté	Déchets électroniques	Politique de REP en place pour les déchets électroniques.
Mauritius	Adopté	Plastiques et emballages	L'île Maurice étant une nation insulaire, elle accorde une grande importance à la gestion des déchets, en particulier des déchets marins.
Afrique du Sud	Adopté	Papier et emballages, équipements électriques et électroniques et éclairage	L'Afrique du Sud a été relativement proactive dans la mise en œuvre de la REP. Le pays a mis en place des réglementations de REP pour différents flux de déchets, notamment le papier et les emballages, les équipements électriques et électroniques et l'éclairage. Le gouvernement collabore avec les producteurs pour s'assurer qu'ils assument davantage de responsabilités quant à l'impact de leurs produits en fin de vie.

Connaître nos affiliés

Dans cette section, nous donnons à nos affiliés Waste Wise Cities l'occasion de se présenter.

Dajopen Waste Management Solutions



Le programme Dajopen Waste Management Solutions (DWMS) s'attaque aux conditions socio-économiques et environnementales des communautés vulnérables par le biais d'une stratégie de gestion des déchets à l'échelle de la communauté. Cette stratégie est mise en œuvre par la collecte de déchets urbains biodégradables et inertes en vue de la production d'articles recyclés et par la formation d'autres acteurs à d'autres moyens de subsistance, à la gestion des déchets et à l'agriculture biologique.

Le système de gestion des déchets a permis de lutter efficacement contre l'accumulation excessive de nitrates et de phosphates dans l'écosystème aquatique, la détection de résidus de pesticides



dans divers produits alimentaires liés à la toxicité pour les mammifères et l'augmentation de la résistance des ravageurs aux pesticides chimiques. Il a ainsi contribué à atténuer l'impact sur le changement climatique d'une élimination inappropriée des déchets.

En outre, le DWMS améliore la vie de nombreux petits exploitants agricoles en employant un certain nombre de stratégies environnementales, sociales et économiques pour lutter contre la pauvreté et la sécurité alimentaire. Le compost est utilisé pour amender le sol en le réapprovisionnant en matières

organiques, ce qui améliore l'état général du sol : développement et maintien de la structure, amélioration des propriétés physiques, diminution de la sensibilité à l'érosion et encouragement de l'activité microbienne.

Ces actions ont permis d'éviter que les déchets solides non collectés ne s'accumulent le long des routes, dans les champs, les forêts et d'autres zones naturelles, provoquant des odeurs désagréables et un aspect peu attrayant, et décourageant le tourisme ainsi que l'établissement et le maintien d'entreprises dans les zones concernées.

Cadre des Gestionnaires des Déchets d'Afrique (CAGEDEA)



Le Cadre des Gestionnaires des Déchets d'Afrique (CAGEDEA) a été fondé en 2022 par des professionnels du secteur des déchets de 34 pays africains. Le siège de cette organisation panafricaine est situé à Conakry (République de Guinée), et son président est M. Sory CAMARA, un jeune expert et activiste environnemental de la République de Guinée.



Le CAGEDEA vise à promouvoir une gestion durable et intégrée des déchets en Afrique en soutenant les initiatives dans le secteur de l'assainissement et en favorisant le financement et la viabilité des projets verts.

Confrontées à la pollution marine et à l'insalubrité dans les pays situés dans le bassin du fleuve Niger, plus de 50 villes sont aux prises avec des problèmes liés à la gestion des déchets solides, des eaux usées et des boues de vidange. En outre,



elles sont confrontées à des catastrophes entraînant des famines et des conflits qui contribuent aux migrations climatiques en Afrique.

La CAGEDEA est activement impliqué dans l'initiative sous-régionale portant sur la gestion des déchets et la réduction des risques de catastrophes dans le bassin du fleuve Niger. Ce programme, qui concerne 30 villes situées le long

du fleuve Niger et de ses affluents, notamment Siguiri, Kouroussa, Faranah et Kankan, vise à relever les défis environnementaux dans la région. Ce programme vise à améliorer le cadre de vie des communautés à travers la gestion des déchets, à renforcer la résilience et l'autonomisation des communautés riveraines et à réduire les risques de catastrophes dans les villes situées sur les rives du fleuve Niger.

Les activités consistent à soutenir les communautés dans la gestion des déchets en informant, sensibilisant, éduquant les populations locales sur la nécessité et les pratiques de protection de l'environnement, en créant des activités génératrices de revenus par le recyclage et la valorisation des déchets, en créant des emplois verts et en promouvant l'autonomisation des populations locales.

Affiliés de Waste Wise Cities

Voulez-vous :

- **Soutenir Waste Wise Cities et améliorer la gestion des déchets dans les villes du monde entier ?**
- **Devenir un partenaire officiel de Waste Wise Cities et de l'ONU-Habitat ?**
- **Figurer sur le site Internet de Waste Wise Cities ?**
- **Mettre en œuvre l'outil Waste Wise Cities (WaCT) ?**
- **Lire vos activités dans cette lettre d'information ?**
- **Faire beaucoup plus ?**

Alors [contactez-nous](#) et devenez un affilié de Waste Wise Cities !
Ensemble, nous pouvons devenir Waste Wise (sages en matière de déchets) !

L'outil Waste Wise Cities (WaCT)

Avez-vous oublié ce qu'est l'outil Waste Wise Cities ? Pas d'inquiétude ! Vous trouverez toutes les informations sur notre [site web](#).

Vous trouverez [ici](#) les villes qui ont déjà soumis des données collectées avec l'outil Waste Wise Cities (WaCT) et, comme vous pouvez le voir dans l'article ci-dessous, de plus en plus de données sont disponibles.

Application de l'outil WaCT en 2023

En 2023, dans le cadre de la Plateforme africaine des villes propres (ACCP), nous avons sélectionné trois villes, Jigjiga (Éthiopie), Zomba (Malawi) et Kitwe (Zambie), pour appliquer l'outil Waste Wise Cities (WaCT). Ces villes ont déjà organisé ou prévoient d'organiser un atelier de démarrage, comprenant une

formation technique, avec le soutien de l'équipe de gestion des déchets d'ONU-Habitat.

La sélection s'est faite sur la base des candidatures soumises en 2022 dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt pour la mise en œuvre de DIY-WaCT.

Le Secrétariat de l'ACCP a reçu plus de 40 candidatures à travers l'Afrique et a trouvé de nombreuses villes qualifiées. Bien que le Secrétariat ait mis en œuvre le WaCT avec les trois premières villes sélectionnées en 2022, il existe encore d'autres villes à potentiel qui méritent d'être prises en considération.



Par conséquent, après un examen approfondi avec le Comité de pilotage de l'ACCP, trois villes supplémentaires ont été sélectionnées pour cette année.

Les activités ont débuté en novembre 2023, en coordination avec le bureau régional d'ONU-Habitat pour l'Afrique et les bureaux/programmes nationaux concernés. Chaque histoire, y compris les résultats et les leçons apprises, sera partagée dans la prochaine lettre d'information.



© ONU-Habitat

Application de l'outil WaCT en Syrie

De novembre à décembre 2023, l'application de WaCT a été réalisée dans la ville d'Arbin, dans la région rurale de Damas, en Syrie. Arbin est l'une des zones les plus touchées par le conflit, et actuellement, la gestion adéquate des déchets solides municipaux est l'un des principaux défis de la ville.



© ONU-Habitat

"Il a été utile de participer à la formation organisée par ONU-Habitat pour apprendre à se familiariser avec la gestion des déchets solides. Nous avons appris que nous pouvions convertir les déchets en engrais et en matériaux recyclés pour un environnement propre et durable", a déclaré Samar Shahoud, un

volontaire de la communauté locale qui a participé à la formation WaCT.

De nombreuses femmes volontaires ont participé à l'activité d'échantillonnage des déchets, et le maire a visité le site où la composition des déchets a été effectuée. Quelques-unes des femmes volontaires

ont participé à l'activité d'échantillonnage des déchets.

Les résultats de WaCT ainsi que le diagramme des flux de déchets sont en cours de validation et les résultats seront publiés sur le portail de données dans quelques mois.

Nouvel appel à manifestation d'intérêt pour l'application du DIY-WaCT en 2024

Le secrétariat de l'ACCP lancera cette année [un nouvel appel à manifestations d'intérêt pour les demandes d'aide financière au titre de la Convention sur les armes à feu](#).

Pour obtenir des informations actualisées, veuillez consulter notre liste d'adresses électroniques ! Pour en savoir plus sur le WaCT et suivre le cours en ligne, veuillez consulter les informations ci-dessous.

- ▶ [L'Outil Waste Wise Cities \(WaCT\)](#)
- ▶ [Vidéo d'introduction](#)
- ▶ [Cours en ligne : Des données à l'impact tangible : Réaliser les ODD sur les déchets d'ici 2030](#)
- ▶ [Portail de données WaCT](#)



© David Newby Associates

Si votre ville prévoit d'appliquer WaCT par elle-même, faites-le nous savoir ! Nous sommes prêts à vous soutenir techniquement et à distance.

Actualités de Waste Wise Cities et de la Plateforme Africaine des Villes Propres

Journée mondiale du nettoyage 2023

La [Journée Mondiale de Nettoyage](#) de cette année a été organisée avec succès par l'ONG Let's Do It World (LDIW) le 16 septembre 2023, et la Journée mondiale de nettoyage 2023 a réuni 19,1 millions de participants, composés de bénévoles, de gouvernements et d'organisations provenant d'un nouveau record de 198 pays et territoires, dont 90 % des États membres de l'ONU, afin de s'attaquer à la crise mondiale des déchets mal gérés et d'aider à créer un nouveau monde plus durable.

Le 8 septembre 2023, avant la Journée mondiale du nettoyage, un événement de nettoyage a été organisé conjointement par le conseil municipal de Lilongwe et le bureau de la JICA au Malawi, à l'initiative de Satsuki Goto, qui a été volontaire de la JICA et appartient au conseil municipal de Lilongwe depuis septembre 2021.

En novembre 2020, en raison de la faible sensibilisation du public à la question des déchets, le président de l'État, Son Excellence le Dr Chakwera, a lancé la Journée nationale du nettoyage pour demander aux citoyens de participer à des activités de nettoyage, telles que le balayage des rues, le deuxième vendredi de chaque mois.

Cependant, en raison des contraintes financières auxquelles sont confrontées d'autres villes africaines, le Conseil a

dû faire face à un manque d'outils et d'équipements de protection individuelle (EPI) pour les activités de nettoyage, ce qui a exposé les gens à des risques de blessures ou d'infections pendant les activités de nettoyage. Pour résoudre ce problème, la JICA a soutenu le Conseil en lui fournissant des outils et des EPI en novembre 2022, ce qui a permis d'améliorer l'environnement de travail pour les activités de nettoyage quotidiennes afin qu'elles soient plus efficaces et plus sûres.



L'événement s'est tenu dans le cadre de la Journée nationale de nettoyage au Malawi et de la Journée mondiale de nettoyage. Environ 40 personnes, dont le maire de Lilongwe, y ont participé, ce qui a eu un impact considérable sur la sensibilisation du public sur les défis des déchets dans la ville de Lilongwe.

Le 16 septembre, un autre événement de nettoyage communautaire a été organisé par des organisations communautaires avec le soutien du conseil municipal



de Nairobi à Korogocho, un quartier de Nairobi au Kenya.

L'activité de nettoyage est menée par plus de 20 organisations communautaires qui se réunissent chaque mois à différents endroits de Nairobi. L'événement, qui s'inscrit dans le cadre de la Journée mondiale du nettoyage, a rassemblé plus de 300 participants venus de tout Nairobi, qui se sont employés à débarrasser les égouts des bords de route d'une grande quantité de déchets.

Le 20 septembre, un événement parallèle intitulé "Journée mondiale du nettoyage : Un mouvement mondial pour des villes intelligentes en matière de déchets", s'est tenu en marge du Forum politique de haut niveau et de la 78ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies qui se sont déroulés du 5 au 19 septembre à New York. L'événement était co-organisé par l'ONG Let's Do It World, la Mission permanente de l'Estonie auprès des Nations Unies et l'ONU-Habitat. L'événement a été ouvert par S.E. Alar KARIS, Président de la République d'Estonie, qui a réitéré son soutien au mouvement Let's Do It World et à la campagne visant à faire de la Journée mondiale du nettoyage une journée de l'ONU.

Au cours de l'événement, la Journée mondiale du nettoyage a été présentée comme un outil permettant d'accélérer la réalisation de l'objectif de développement



durable n° 11, en promouvant l'importance de la gestion des déchets et du changement de comportement pour prévenir les déchets sauvages. L'événement a également permis de discuter de la manière dont la Journée mondiale du nettoyage soutient le programme Waste Wise Cities de l'ONU-Habitat par le biais d'une sensibilisation de masse, en vue d'atteindre 1 000 villes d'ici 2030.



© ONU-Habitat

En outre, Mme Maimunah Mohd Sharif, secrétaire générale adjointe et directrice exécutive d'ONU-Habitat, a souligné l'importance de l'assistance technique, du renforcement des capacités, de la sensibilisation et du plaidoyer en faveur

d'un changement de politique et de l'engagement des parties prenantes, auxquels ONU-Habitat peut contribuer à l'occasion de la Journée mondiale du nettoyage afin de créer des villes économes en déchets et de promouvoir

des pratiques durables de gestion des déchets, comme le montrent ses initiatives "Waste Wise Cities" et "Plateforme africaine des villes propres".

Atelier d'appariement de l'ACCP avec les membres associés de l'ACCP entre octobre et décembre 2023

L'ACCP a organisé trois ateliers d'appariement en 2023, invitant les villes d'Afrique ayant appliqué le WaCT, les membres associés de l'ACCP et les partenaires de l'ACCP le 12 octobre, le 20 novembre et le 13 décembre à co-développer un projet tangible et finançable pour la gestion durable des déchets solides dans la ville en mettant les villes en contact avec des donateurs potentiels.

Le premier atelier a vu la participation de Dar es Salaam (Tanzanie), Homa Bay (Kenya), Kiambu (Kenya), Lagos (Nigeria), les quatre membres associés de l'ACCP (Banque islamique de développement, Grid-Arendal, Norfund, et la Banque japonaise pour la coopération internationale), et JICA, un partenaire de l'ACCP. L'atelier a donné lieu à des présentations sur les performances des villes en matière de gestion des

déchets, ainsi qu'à une analyse de leurs lacunes opérationnelles, financières et de gouvernance. Les villes ont également exprimé leur intérêt pour une collaboration plus poussée au cours de l'atelier.



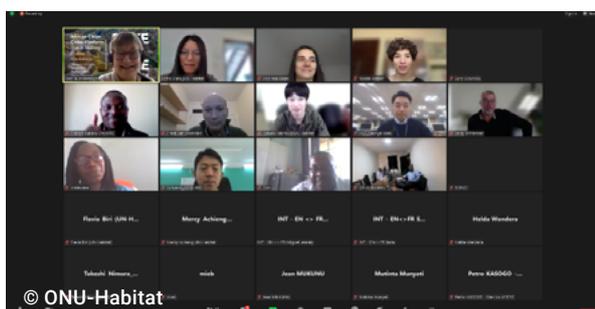
© ONU-Habitat

Le deuxième atelier a invité les villes de Bukavu et Kinshasa en RDC, Harare au Zimbabwe et Iramba en Tanzanie. Cette fois-ci, outre les membres associés de l'ACCP, le ministère de l'environnement, le Japon et la JICA des partenaires de l'ACCP et d'autres membres donateurs tels que la Banque mondiale et l'AUDA-NEPAD, GGGI, Practical Action, CAGEDEA

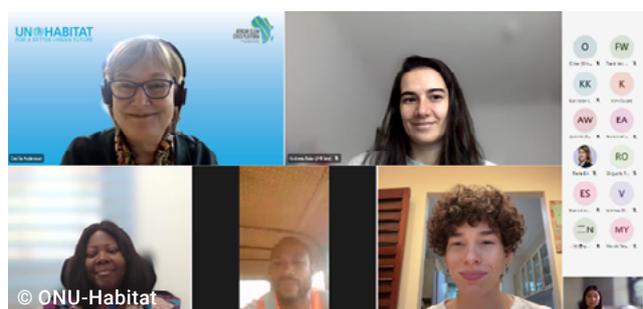
et Vodacom se sont également joints à nous.

Le troisième atelier a été suivi par Cape Coast et Sekondi-Takoradi, tous deux du Ghana, les membres associés de l'ACCP et les partenaires de l'ACCP. La ville de Bonn, la Banque mondiale, l'AUDA-NEPAD, le C40 et Engineering X se sont également joints à l'atelier.

Après les présentations et les discussions actives de tous les ateliers, une brève session de synthèse a souligné l'importance pour les villes d'apprendre les unes des autres et de maintenir un dialogue permanent avec les donateurs et les institutions de financement. Il a également été souligné qu'il est essentiel de comprendre les limites des villes dans la mise en œuvre des projets et l'élaboration des propositions.



© ONU-Habitat



© ONU-Habitat

Journée mondiale des villes : table ronde sur la transformation des déchets en richesse

À l'occasion de la [Journée mondiale des villes 2023](#) organisée en Turquie, une [table ronde](#) intitulée "Des déchets à la richesse" a abordé le passage mondial à une économie circulaire. La discussion, axée sur un financement opérationnel réalisable, visait à guider les gouvernements nationaux et locaux dans la promotion d'une économie circulaire, la génération d'investissements et la création d'emplois dans les chaînes de valeur des déchets solides municipaux (DSM).

La table ronde visait à favoriser la collaboration entre les villes et les industries pour promouvoir la circularité et le zéro déchet dans l'environnement bâti. L'accent a été mis sur l'inclusion des groupes vulnérables, comme les travailleurs du secteur des déchets, dans la transition. L'événement a exploré la possibilité de tirer parti de la valeur de l'urbanisation pour combler les déficits de financement et adopter des modèles de financement innovants avec le secteur privé et les communautés. ONU-Habitat, par le biais de programmes tels que Waste Wise Cities et Plateforme Africaine des Villes Propres, a collaboré avec les gouvernements pour développer des modèles commerciaux et attirer des



investissements pour des économies circulaires et sans déchets.

Les participants comprenaient des gouvernements nationaux, le secteur privé, la société civile, des dirigeants de villes et des institutions financières internationales. Les résultats ont été résumés dans un "communiqué", proposant des recommandations pour une transition financière durable vers une économie circulaire, largement diffusée par les initiatives d'ONU-Habitat et partagée avec le Conseil consultatif du Secrétaire général des Nations unies sur le zéro déchet.

Le panel a exploré les défis et les opportunités d'un financement innovant pour les initiatives de transformation des déchets en richesses, en mettant en lumière des exemples mondiaux

de collaboration réussie entre les gouvernements, les entreprises et les villes pour une économie circulaire. Les maires jouent un rôle crucial, comme l'illustre l'initiative "Zéro déchet" de la Turquie.

Le leadership féminin, à la fois dans les rôles publics et en tant que femmes au foyer, est mis en avant. Les efforts proactifs des gouvernements, tels que les politiques de protection des travailleurs du secteur des déchets, s'avèrent vitaux pour les populations urbaines. La transition vers une économie circulaire attire l'industrie, offrant des opportunités d'emploi aux marginaux. Dans l'ensemble, la discussion a mis en évidence le potentiel d'une prospérité partagée grâce à des efforts coordonnés en matière de gestion des déchets, de création d'emplois et de protection sociale.

Conseil consultatif de personnalités éminentes du Secrétaire général des Nations unies sur le thème du Zéro Déchet

Le Conseil consultatif a été annoncé par le Secrétaire général des Nations unies (SGNU) lors de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale à New York. Son objectif est de promouvoir les initiatives locales et nationales de zéro déchet par la diffusion des meilleures pratiques et des réussites, en tant que contribution directe à la mise en œuvre de la [résolution 77/161 de l'Assemblée générale des Nations unies](#). Les membres ont été sélectionnés sur la base de leurs connaissances, de leur expérience et de leur expertise, dans le respect de la parité hommes-femmes



et d'une représentation géographique consommateurs. équitable.

Le 26 juillet, une réunion d'introduction du [Conseil consultatif du Secrétaire général des Nations Unies sur le Zéro déchet](#) a été organisée en ligne pour permettre aux membres du Conseil consultatif de se familiariser avec le mandat du Conseil.

La première réunion en personne du Conseil consultatif a été organisée par la Première Dame de Türkiye le 1er novembre 2023 à Istanbul, Türkiye. Lors de la réunion du conseil à Istanbul, les conseillers ont partagé des stratégies efficaces pour réduire les déchets, repenser l'utilisation et la production des matériaux, promouvoir une économie circulaire et informer les choix des

La liste complète du Conseil consultatif de personnalités éminentes sur le zéro déchet du Secrétaire général des Nations Unies est la suivante :

- ▶ **Mme Emine Erdoğan**, Première Dame de Türkiye (en tant que présidente)
- ▶ **M. José Manuel Moller**, directeur général et fondateur d'Algramo (en tant que vice-président)
- ▶ **M. Gino Van Begin**, secrétaire général d'ICLEI - Gouvernements locaux pour le développement durable
- ▶ **Mme Fatima Maada Bio**, Première Dame de Sierra Leone
- ▶ **Mme Mellisa Santokhi-Seenacherry**, Première Dame du Suriname
- ▶ **M. Muhammad Yunus**, cofondateur et président du Yunus Environment Hub
- ▶ **M. Carlos Silva Filho**, président de l'Association internationale des déchets solides (ISWA)
- ▶ **Mme Laura Reyes**, Directrice exécutive, CEMPRE (Compromiso Empresarial para el Reciclaje)
- ▶ **Mme Lara van Druten**, directrice générale, The Waste Transformers
- ▶ **M. Saleem Ali**, professeur d'énergie et d'environnement à l'université du Delaware (États-Unis) et professeur honoraire de développement durable des ressources à l'université du Queensland (Australie)
- ▶ **Mme Hakima El Haite**, fondatrice, EauGlobe
- ▶ **M. Vijay Jagannathan**, secrétaire général de CityNet Asia Pacific

CNI-3 à Nairobi

Du 13 au 19 2023, la troisième session du comité de négociation intergouvernemental (CNI-3) s'est tenue au siège du PNUE à Nairobi, au Kenya, afin d'élaborer un document international juridiquement contraignant sur la pollution plastique, y compris l'environnement marin. Le [rapport de synthèse](#) est disponible en ligne. Il a des implications pour les zones urbaines, étant donné que la pollution plastique est un problème environnemental mondial qui affecte à la fois les écosystèmes marins et terrestres.

La CNI-3 s'est conclue avec succès par un accord sur le point de départ des négociations de la quatrième session (CNI-4). Avec plus de 1 900 participants de 161 membres et 318 organisations observatrices, le comité a délibéré sur le projet zéro du président, compilant divers points de vue et produisant un texte fusionné par les co-facilitateurs. L'ambassadeur Luis Valdivieso de l'Équateur a assumé le rôle de nouveau président du CNI, succédant à Gustavo Adolfo Meza-Cuadra Ve-lasquez. Le président sortant a reconnu les



réalisations mais a souligné les défis actuels.

Inger Andersen, directrice exécutive du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), a exprimé son encouragement pour les négociations, soulignant la nécessité de s'attaquer à la pollution plastique. Elle a insisté sur l'ambition, l'innovation, l'inclusion et l'audace dans l'élaboration d'un instrument efficace. Le comité s'est mis d'accord sur les dates des futures sessions, programmant la CNI-4 à Ottawa, Canada (avril 2024), et la CNI-5 en République de Corée (novembre/décembre 2024).

Jyoti Mathur-Filipp, Secrétaire exécutive du Secrétariat du CNI, a souligné l'esprit de collaboration et d'engagement observé lors de la session de Nairobi, appelant à sa poursuite. Le processus du CNI se poursuit en vue de l'élaboration d'un traité international global sur la pollution plastique, reflétant un effort mondial de protection de l'environnement et de la santé humaine.

VOIX : Donner du pouvoir aux travailleurs du secteur des déchets sur la voie d'une transition juste - Histories vécues et points de vue d'experts sur la façon de passer de la parole aux actes

Dans le cadre des négociations CNI-3, un événement très intéressant s'est déroulé le 14 novembre à l'Alchemist de Nairobi. Des acteurs clés ont exploré le rôle crucial des travailleurs du secteur des déchets dans la transition mondiale vers un avenir durable. Ce rassemblement visait à amplifier les voix des travailleurs du secteur des déchets, en présentant un film poignant sur leurs parcours, leurs défis et leurs aspirations.



© ONU-Habitat

L'événement a débuté par un discours d'ouverture de Cecilia Andersson, ONU-Habitat, suivi d'un documentaire visuellement percutant sur les travailleurs du secteur des déchets en Afrique et en Asie. Un panel distingué, comprenant des représentants du Kenya, de Coca-Cola, de l'African Reclaim-ers Organisation,

et d'autres encore, s'est engagé dans une discussion animée et une session de questions-réponses. Modéré par Anna Douma de The Circulate Initiative, l'événement s'est achevé par les remarques finales de Lucía Fernández de l'Alliance internationale des ramasseurs de déchets.

Cette occasion unique a fourni une plateforme pour des histoires vécues et des perspectives d'experts, encourageant le dialogue et l'action pour une transition juste pour les travailleurs du secteur des déchets dans le monde entier.

Manifestation officielle parallèle de la CNI-3 : Promotion d'une gestion écologiquement rationnelle des déchets plastiques, y compris la collecte, le tri, le recyclage et l'examen des investissements

L'événement parallèle thématique, "Promouvoir une gestion écologiquement rationnelle des déchets plastiques", a rassemblé une série d'intervenants dynamiques qui ont présenté des perspectives intéressantes sur la lutte contre la crise mondiale des déchets plastiques. Matias Tarando a insisté sur l'alignement avec l'ODD 11.6.1, en mettant l'accent sur des solutions centrées sur la communauté.



© ONU-Habitat

Haoyang Wang a décrit l'approche descendante de la Chine avec des interdictions sur les produits en plastique et des partenariats public-privé innovants. Koichi Yanagita a plaidé en faveur de la responsabilité élargie des producteurs (REP) pour les emballages et des efforts de collaboration entre les secteurs public

et privé. Clarissa Morawski a souligné la nécessité de collaborations financières dans les pays du Sud et de systèmes de REP simplifiés. Shannon Bouton a mis l'accent sur la transformation des écosystèmes et la gestion des déchets dans les pays du Sud. Les remarques préliminaires de Cecilia Andersson ont

mis l'accent sur les solutions en amont, la collecte appropriée, la santé et la sécurité. Ce panel diversifié d'experts a fourni des informations précieuses, contribuant aux discussions en cours et aux progrès de la CNI-3.

Réunion du groupe d'experts sur les politiques de circularité des ressources et de gestion des eaux usées afin d'accélérer les progrès nationaux et locaux en matière d'objectifs de développement durable

Le Bureau des Nations Unies pour le développement durable (UNOSD), en tant qu'organe de soutien politique du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (UNDESA), vise à développer un système de soutien politique capable de combler les lacunes en matière de données, de techniques et de capacités afin de faire progresser la circularité des ressources dans la gestion des déchets solides dans les pays en développement.



En novembre 2023, avec le soutien du ministère de l'Environnement de la République de Corée et de la Korea Environment Corporation (K-eco), l'UNOSD a organisé une réunion de groupe d'experts (EGM) pour contribuer à l'amélioration de la recherche et du soutien politique sur le renforcement des approches circulaires et des sociétés zéro déchet dans les pays cibles par le biais d'un processus pluriannuel. Parmi

les nombreux obstacles aux capacités auxquels les pays sont confrontés, les lacunes en matière de données et de connaissances sont des obstacles majeurs à la mise en œuvre efficace de politiques et d'actions ciblées en faveur d'une plus grande circularité des ressources. ONU-Habitat a été invité à participer à la RGE pour présenter l'outil Waste Wise Cities (WaCT), un outil standard de collecte de données sur la gestion des déchets solides municipaux

(MSWM) que les villes et les pays peuvent utiliser pour concevoir et formuler des politiques visant à accélérer la transition vers une société zéro déchet. La réunion d'experts a également été l'occasion de partager l'expérience d'ONU-Habitat sur l'utilisation des données pour planifier les interventions et formuler des stratégies de gestion des déchets solides municipaux basées sur des preuves et des données.

Projet CCAC

ONU-Habitat, sous la direction de la Royal Academy of Engineering, en partenariat avec l'International Solid Waste Association, l'Institute for Global Environmental Strategies et Practical Action, s'est vu accorder un projet financé par la Climate and Clean Air Coalition (CCAC). Ce projet, intitulé "Créer des conditions favorables à l'élimination

du brûlage à l'air libre des déchets grâce à des feuilles de route régionales et à des projets pilotes dans les villes", vise à créer les conditions d'un changement radical pour éliminer le brûlage à l'air libre des déchets grâce à l'élaboration de feuilles de route régionales en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes, et à leur mise en œuvre

dans des villes pilotes. ONU-Habitat dirigera l'établissement d'une base de référence pour les émissions de GES et de polluants climatiques à courte durée de vie provenant du secteur des déchets pour chaque ville pilote cible grâce à l'application WaCT et à d'autres outils existants.

Atelier des parties prenantes de la JICA pour la promotion de la gestion durable des déchets solides

La JICA (Agence japonaise de coopération internationale), ainsi que la "loi sur la gestion durable des déchets" que le gouvernement du Kenya a promulguée depuis 2022 et les règlements sur la REP qui sont en cours de finalisation, lancera un projet de coopération technique "le projet de promotion du modèle circulaire de gestion écologiquement



rationnelle des déchets solides dans les zones urbaines " au Kenya en 2024 pour soutenir l'initiative de la REP.

Avant le lancement du projet, le 27 novembre à Nairobi, au Kenya, la JICA a organisé un atelier pour les parties prenantes afin de les sensibiliser au concept de REP, de partager les connaissances, l'expérience et les défis des parties prenantes du secteur des déchets solides, telles que le

gouvernement du Kenya, les agences donatrices, les ONG, les recycleurs privés, les organisations de responsabilité des producteurs (PRO), l'Alliance kényane des associations de résidents (KARA), etc.

ONU-Habitat a été invité à la table ronde pour partager son expérience et ses défis dans le projet "Waste Wise Nairobi - Korogocho chapter", financé par le gouvernement italien, par l'intermédiaire de l'Agence italienne pour le

développement et la coopération (AICS), qui améliorera le système de collecte et de récupération des déchets dans les quartiers informels de Korogocho, à Nairobi, grâce à la mise en place d'une station de transfert de tri, à la formation et au renforcement des capacités. Parmi les défis mis en évidence, il a été mentionné la disponibilité des terres, des contraintes communes dans les villes et en particulier dans les zones à faible revenu.

Aperçu de la COP28 à Dubaï

La COP28 s'est déroulée du 30 novembre au 12 décembre à Dubaï, aux Émirats Arabes Unis. Alors que les températures mondiales atteignent des sommets et que des phénomènes météorologiques extrêmes affectent les populations du monde entier, la Conférence des Nations unies sur le changement climatique de cette année, la COP28, était une occasion cruciale de rectifier le tir et d'accélérer les mesures visant à lutter contre la crise climatique. C'est lors de la COP28 que le monde fera le point sur les progrès réalisés dans le cadre de l'Accord de Paris - le traité historique sur le climat conclu en 2015 - et tracera un plan d'action pour réduire considérablement les émissions et protéger les vies et les moyens de subsistance.

La directrice exécutive de l'ONU-Habitat et son personnel se sont engagés et ont représenté l'ONU-Habitat à la COP28 à Dubaï.

Le 2 décembre 2023, l'ACCP, en collaboration avec le ministère de l'Environnement du Japon et la ville de Fukuoka, a organisé un séminaire hybride

au pavillon japonais de la COP28 et en ligne sur le thème "Réduire les émissions de méthane des décharges dans le monde ! ~ Explorer les possibilités offertes par la méthode de Fukuoka ~". Le séminaire a permis de comprendre comment la structure de décharge semi-aérobie "méthode Fukuoka" peut contribuer à l'amélioration du cadre de vie dans les villes confrontées à des défis en matière de réduction des émissions de gaz méthane et de gestion des déchets solides.

Le séminaire a été marqué par des discours d'orateurs éminents de la Climate Clean Air Coalition (CCAC), de l'université de Fukuoka et de la ville de Fukuoka, ainsi que par des programmes de soutien financier pour la réduction des émissions de méthane de la Banque asiatique de développement (ADB) et de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (UNIDO).

L'une des villes membres de l'ACCP, le comté de Kiambu au Kenya, était également représentée en ligne pour partager son expérience de la mise

en œuvre de la méthode Fukuoka à la décharge de Kangoki et souligner l'importance de l'implication de la communauté, y compris des ramasseurs de déchets.

Le 3 décembre, la DE a participé à l'événement "[Accélérer l'intégration de la gestion des déchets à faible teneur en carbone dans les contributions déterminées au niveau national pour atteindre les engagements en matière de climat](#)" au pavillon de la Finlande. La discussion a porté sur la Journée mondiale du nettoyage, qui a été approuvée par l'Assemblée générale le 8 décembre pour inscrire le 20 septembre comme Journée mondiale du nettoyage dans le calendrier de l'ONU.

ONU-Habitat a co-organisé la "Journée de l'adaptation locale" avec Water Europe et l'Etat de Rio de Janeiro au Pavillon de l'Eau le 5 décembre. La DE a été invitée à faire une déclaration sur l'Alliance mondiale des partenariats des opérateurs de l'eau (GWOPA) au cours du segment du panel de haut niveau.



Le même jour, le DE s'est exprimé lors de l'événement **"Construire aujourd'hui les villes de demain : atténuer les risques et libérer les opportunités pour le développement durable"**, auquel ont assisté plus de 50 personnes. En réponse à la croissance urbaine rapide, des leaders d'opinion de différents secteurs ont été invités à relever les défis et à explorer des stratégies pour construire des villes vertes, résilientes et inclusives. L'événement a permis à d'éminents panélistes de partager leurs idées sur les approches collaboratives visant à atténuer les risques et à débloquer les opportunités pour un développement urbain durable, marquant ainsi une étape cruciale vers la croissance socio-économique et un avenir durable.

Le 6 décembre, notre DE a clôturé la session de lancement Pas de temps à perdre : Boucler la boucle climatique. L'**initiative "déchet vers zéro"** est évaluée à 100 millions de dollars et la session a été soutenue par le ministère du changement climatique et de l'environnement des Émirats arabes unis, la CCAC, la Fondation Ellen MacArthur, Roland Berger, Tadweer, Global Methane Hub, la circonscription des gouvernements locaux et des autorités municipales, ONU-Habitat.



Lors de la **deuxième réunion ministérielle sur l'urbanisation et le changement climatique**, organisée conjointement par ONU-Habitat, la présidence de la COP28 et les champions de haut niveau de l'ONU pour le changement climatique, notre directeur exécutif a exhorté les parties prenantes à soutenir la "déclaration commune sur l'urbanisation et le changement climatique". La déclaration, approuvée par plus de 40 ministres de



l'environnement, du développement urbain et du logement, propose 10 résultats pour intégrer l'action climatique à tous les niveaux de gouvernement, tout en accélérant le financement local du climat pour assurer un financement adéquat de l'adaptation dans les villes.

Le 7 décembre, un autre événement **"#HousingMatters - Taking action on low carbon and inclusive housing"** a été accueilli par l'Université américaine de Dubaï (AUD) et coorganisé par le Middle East Cities Center de l'AUD, la Fédération internationale de l'immobilier FIABCI et ONU-Habitat. L'événement a été l'occasion de lancer la campagne mondiale "Housing Matters" qui aborde des sujets interconnectés, à travers une approche holistique pour agir ensemble. Lors de la session d'ouverture, le DE a souligné le rôle central du logement dans un monde confronté à un fossé important, avec actuellement plus de deux milliards de personnes manquant de logements adéquats, nécessitant la production de 96 000 unités par jour pour faire face à la crise, tout en s'efforçant de décarboniser le secteur de la construction qui contribue à plus des deux tiers des émissions de gaz à effet

de serre dans le monde.

En outre, ONU-Habitat et l'ISWA ont organisé un événement sur la réduction des déchets intitulé "De la prise de conscience à l'action", animé par le chef des services urbains de base, André Dzikus. La discussion a porté sur le besoin critique d'actions immédiates et décisives en matière de réduction des déchets et de gestion des ressources, en mettant l'accent sur le passage de la sensibilisation à la mise en œuvre de changements de comportement concrets pour un avenir durable et sans déchets.

Dans une **interview** officielle, le DE a conclu qu'ONU-Habitat adopte une approche intégrée pour lutter contre les défis interdépendants de l'urbanisation et du changement climatique, en se concentrant sur l'atténuation, l'adaptation et l'engagement multipartite. L'organisation défend les solutions basées sur la nature et les technologies vertes dans les villes, en soulignant leur rôle dans la régulation de la température et la durabilité environnementale. Pour en savoir plus sur les résultats, **cliquez ici**.





Appel à l'action

- Partagez avec nous vos bonnes pratiques en matière de financement durable de la GDS, les pratiques zéro déchet, d'autres solutions et autres solutions innovantes liées aux déchets solides urbains durables et à l'économie circulaire !
- Mettez en œuvre des stratégies de GDS efficaces et financièrement viables dans vos villes !
- Devenez [membre](#) ou [affilié](#) de l'ACCP et/ou de Waste Wise Cities et partagez vos expériences avec nous !
- Visitez nos sites web [ACCP](#) ou [Waste Wise Cities](#) pour obtenir plus de détails sur nos projets de financement de la GDS !



Andre Dzikus
Chef de la section des services
urbains de base
WasteWiseCities@un.org
ACCP@un.org